

Le discours qu'Israël a tenté de censurer au Parlement Européen

28 Février 2018

Omar Barghouti

Malgré les tentatives d'Israël pour le censurer, Omar Barghouti a bien fait son discours lors de la conférence « Les colonies israéliennes en Palestine et l'Union Européenne » qui s'est déroulée au Parlement européen le 28 Février 2018. Elle était organisée par l'eurodéputée portugaise Ana Gomes. Omar est un défenseur palestinien des droits humains et cofondateur du mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

Vers la fin de la complicité de l'UE dans le maintien des colonies illégales israéliennes et d'autres violations graves des droits humains

Bien qu'Israël se transforme en un régime d'extrême droite assumée, particulièrement avec l'actuelle intensification de sa brutale occupation et répression militaire, et en dépit de sa rhétorique, l'Union Européenne (UE) ne parvient pas à respecter ses obligations légales devant le droit international à l'encontre du régime colonial d'Israël. Et elle demeure largement complice du maintien et de la faisabilité de l'occupation et des violations israéliennes des droits des Palestiniens. Seule une pression efficace de la société civile européenne peut mettre fin à cette complicité de l'UE, et donc contribuer de manière significative à la poursuite d'une paix juste et durable dans notre région.

Les graves brèches qu'Israël porte au respect du droit international, entraînent des obligations légales pour l'UE,

le partenaire commercial le plus important d'Israël, ainsi que pour ses états membres. Comme il est réitéré dans la décision de 2004 de la Cour Internationale de Justice, afin d'assurer le respect du droit international humanitaire et du droit du peuple palestinien à exercer son auto-détermination, les états doivent s'abstenir de tout acte qui entraînerait la reconnaissance de l'entreprise coloniale d'Israël et d'apporter toute forme d'assistance au maintien de la situation illégale qui en découle.

En commerçant avec les colonies illégales israéliennes et en soutenant les entreprises impliquées dans les colonies, l'UE viole à la fois l'obligation de non-reconnaissance et celle de non-assistance, comme défini par le HCNUDH.

L'UE maintient un réseau de relations militaires, de recherches en armement, de transactions bancaires et de commerce dans les colonies avec des entreprises, banques et institutions israéliennes qui sont profondément impliquées dans des violations des droits humains.

Par exemple, l'UE importe des produits des colonies israéliennes pour une valeur annuelle estimée à 300 millions de dollars. Cela représente plus de 17 fois la valeur moyenne annuelle de produits palestiniens importés par l'UE entre 2004 et 2014.

Dans le cadre de son programme de recherche Horizon 2020 l'UE a approuvé plus de 200 projets avec des entreprises israéliennes, comme Elbit Systems et Israel Aerospace Industries, qui sont accusées de sérieuse complicité dans les crimes de guerre et potentiels crimes contre l'humanité d'Israël. Un autre bénéficiaire israélien des financements de l'UE est l'Université Technion, une plaque tournante du développement de l'armement israélien utilisé pour perpétrer des crimes contre les civils palestiniens.

Les banques européennes continuent leurs relations

d'affaires avec les banques israéliennes, malgré le rôle central de ces dernières dans le financement, l'approvisionnement de services des colonies illégales israéliennes ou, tout au moins, dans leur soutien. Un récent rapport de Human Rights Watch conclue que "les entreprises ne peuvent pas remplir leur obligation de respecter les droits humains tout en continuant de mener des activités à l'intérieur de ou au profit des colonies."

Malgré les pressions exercées par des centaines de syndicats et ONG de la société civile européenne ainsi que plus de 60 eurodéputés, l'UE s'obstine à refuser de faire appliquer la clause des droits humains dans son Accord d'Association avec Israël. Ceci continue même après qu'un rapport légal ait été publié l'année dernière par une agence de l'ONU concluant qu'Israël a établi un régime d'apartheid contre la totalité du peuple palestinien. Il est important de rappeler, que l'apartheid est le deuxième crime contre l'humanité le plus grave selon le droit international.

Si les droits des Palestiniens sont perçus aujourd'hui comme le "critère déterminant pour les droits humains," comme le décrit John Dugard, l'éminent juriste sud-africain, l'UE échoue sur ce critère. N'étiqueter que certains des produits illégaux des colonies israéliennes au lieu de tous les interdire est perçu par les Palestiniens comme un autre échec de l'UE à faire respecter le droit européen et international.

Bien que l'UE continue de voter dans son ensemble le soutien des résolutions de l'ONU pour le respect des droits fondamentaux des Palestiniens, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens, et considère toujours illégales les colonies israéliennes, ces positions ne sont pas traduites en mesures effectives qui mettent Israël face à ses responsabilités.

A l'inverse, l'UE a rapidement prit des sanctions contre la Russie après que cette dernière ait prit le contrôle de la

Crimée, ce qui est peu comparé aux cinquante années d'occupation militaire par Israël de Gaza et de la Cisjordanie, dont Jérusalem Est. Rien ne peut justifier cette hypocrisie.

Le gouvernement d'extrême droite israélien se dévoile

Tandis que le régime d'Israël s'associe de plus en plus ouvertement à l'extrême droite mondiale, y compris à des groupes suprémacistes blancs et antisémites aux États-Unis et en Europe et qu'il devient le modèle de la politique xénophobe de Trump par le profilage ethnique, l'interdiction des musulmans et des réfugiés, et le mur raciste avec le Mexique, sa popularité s'effondre. Un récent sondage de la BBC montre qu'Israël a le quatrième taux de popularité le plus bas parmi de nombreux pays, avec plus de 60% du public au Royaume Uni, en France et en Espagne qui en a une mauvaise image.

De plus en plus de personnes de conscience à travers le monde, y compris les contribuables d'états qui continuent d'armer Israël, comme les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie et la France, reconnaissent et agissent selon leur devoir moral pour mettre fin à la complicité de leurs gouvernements respectifs aux crimes d'Israël.

Les Juifs américains et le public étatsunien en général soutient de plus en plus le fait de mettre Israël face à ses responsabilités, et cela est crucial. Un sondage de 2014 du J Street montre que 46 pourcents des hommes juifs américains non-orthodoxes ayant moins de quarante ans soutiennent un boycott total d'Israël pour mettre fin à l'occupation. Une étude de Brookings Institution de 2016 révèle que près de la moitié des Américains sont pour qu'il soit imposé des sanctions à Israël pour qu'il mette fin à sa colonisation illégale.

Avec l'incomparable loyauté de la Maison Blanche de Trump et du Congrès à sa politique extrémiste, le régime israélien

d'occupation, de colonisation de peuplement et d'apartheid est devenu tellement ivre de pouvoir qu'il a fait tomber son vieux masque élimé de démocratie, se dépouillant du vernis de la "solution à deux états" et chérissant la montée au pouvoir de Trump comme une opportunité rare d'enterrer le droit des Palestiniens à l'auto-détermination.

Le gouvernement israélien le "plus raciste" de son histoire, perpétue de graves crimes contre le peuple indigène de Palestine avec une arrogance et une impunité sans précédent, aliénant le courant libéral occidental, qui a formé pendant des décennies l'épine dorsale de ses soutiens en occident en le protégeant de rendre des comptes devant le droit international.

Israël intensifie l'expropriation de terres et la construction de son mur et de ses colonies illégales en Cisjordanie occupée, particulièrement à Jérusalem Est.

Israël resserre son siège mortel sur Gaza qui dure depuis plus de dix ans et qui prive deux millions de Palestiniens d'accéder aux besoins de base, même à des crayons de couleurs ou à des instruments de musique. Pendant ce temps, Israël compte les calories par personne qu'il autorise sur le territoire pour maintenir les Palestiniens au bord de la famine, ou pour les mettre "au régime," comme l'avait un jour admit un haut fonctionnaire israélien. En conséquence de quoi, l'ONU prévoit que Gaza sera invivable en 2020.

Israël est en train de pérenniser ce que même le Département d'état des États-Unis avait une fois décrit comme un système de "discrimination institutionnelle, légale et sociétale" contre les citoyens palestiniens de l'Israël contemporain, mis en pratique par plus de soixante cinq lois racistes. L'année dernière, les forces armées israéliennes ont démoli le village bédouin d'Umm al-Hiran dans le Naqab (Néguev) afin de construire, sur ses ruines, une nouvelle colonie, réservée aux Juifs, sinistrement appelée "Hiran."

Israël continue aussi de refuser les droits internationalement reconnus des Palestiniens en exil, principalement des réfugiés, qui représentent 50 pourcents des Palestiniens.

A la lumière de cette Nakba permanente, et étant donné l'échec de la communauté internationale, sous la domination des Etats-Unis et de l'Union européenne, à faire respecter les droits des Palestiniens selon le droit international, le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens a été lancé en 2005 par la plus large coalition de la société civile palestinienne. Ce mouvement appelle à mettre fin à l'occupation israélienne en place depuis 1967, à mettre fin à son système de discrimination raciale légalisée et à faire respecter, comme stipulé par l'ONU, le droit au retour des réfugiés palestiniens dans les maisons et sur les terres desquelles ils ont été déracinés et dépossédés depuis la Nakba de 1948.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois principales composantes de la population palestinienne : les Palestiniens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie occupées, dont Jérusalem Est (38% de la population palestinienne, selon les statistiques de 2016); les Palestiniens citoyens d'Israël (12%); et ceux en exil (50%). Plus des deux tiers des Palestiniens sont réfugiés ou déplacés à l'intérieur de leur propre pays.

Ancré dans la Déclaration universelle des droits humains, le BDS s'est toujours catégoriquement opposé à toutes les formes de discrimination raciale, y compris à l'antisémitisme, au racisme contre les Noirs et à l'islamophobie. Le mouvement BDS soutient que l'identité de chacun.e ne devrait jamais réduire son accès aux droits. Par conséquent, le BDS cible la complicité et non l'identité.

Prétendre que boycotter Israël est intrinsèquement anti-juif est non seulement faux, mais c'est aussi supposer qu'Israël et « les Juifs » sont une seule et même chose. Ceci est aussi absurde et sectaire que d'affirmer que le boycott d'un pays

qui se définit comme islamique, comme l'Arabie Saoudite, à cause de ses horribles forfaits contre les droits humains, sa discrimination légalisée contre les femmes, ou ses crimes de guerre au Yémen, serait nécessairement islamophobe.

Puisqu'il n'y a rien de juif dans le blocus, le nettoyage ethnique ou l'oppression imposés par Israël, il n'y a alors rien d'intrinsèquement anti-juif concernant cette lutte non-violente et morale pour les droits humains et pour mettre fin à ce système d'injustice. Le soutien au BDS grandit considérablement au sein des jeunes générations de Juifs, dans le monde entier, avec des militants BDS juifs israéliens qui jouent rôle de plus en plus important au sein du mouvement.

BDS s'inspire beaucoup de ses relations inter-sectionnelles avec des mouvements défendant les droits des réfugié.e.s, des migrant.e.s, des femmes, des Noir.e.s, des Musulman.e.s, des nations indigènes et des communautés LGBTQI, ainsi qu'avec le mouvement pour une justice climatique.

Le mouvement BDS est soutenu par un quasi consensus dans la société palestinienne. Le mois dernier, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), l'unique représentant légitime du peuple palestinien, a déclaré son soutien au BDS et a appelé à des sanctions contre Israël.

L'impact du BDS

L'impact stratégique du mouvement non-violent du BDS pour les droits des Palestiniens est aujourd'hui reconnu par l'establishment israélien.

En décembre dernier, Lorde, la célèbre chanteuse néo-zélandaise, a annulé son concert à Tel-Aviv, devenant l'artiste de sa génération la plus connue et plus courageuse à respecter la ligne du boycott culturel palestinien. En réponse à une horrible campagne de diffamation à son encontre par des personnalités du lobby israélien aux États-Unis, plus d'une centaine d'artistes célèbres, y compris des stars d'Hollywood,

ont signé une lettre la soutenant dans le Guardian.

Parmi les vingt-six nominé.e.s aux Oscars en 2016 qui se virent offrir des voyages luxueux de propagande par le gouvernement israélien, aucun n'a jusqu'à présent accepté l'offre.

Plusieurs des églises les plus importantes aux Etats-Unis, dont l'Église Méthodiste Unie, l'Eglise Presbytérienne et l'Église Unie du Christ, se sont retirées des banques israéliennes ou d'entreprises internationales complices, comme Caterpillar, HP, ou G4S, à cause de leur implication avec l'occupation israélienne.

Même avant que l'ONU ne publie sa liste des entreprises impliquées dans les colonies illégales israéliennes, de grandes sociétés multinationales, comme Veolia, Orange, CRH et G4S, essuyaient déjà des pertes financières et/ou de notoriété majeures ces dernières années. Cela à cause de campagnes BDS efficaces à travers l'Europe, les États-Unis, le monde arabe ou l'Amérique Latine. Ce qui eu pour résultats la fin de toutes ou de la plupart de leurs implications dans les violations israéliennes du droit international. Hewlett Packard (HP) fait face à une campagne BDS mondiale à effet boule de neige, avec de nombreuses églises américaines et le Syndicat National de l'Enseignement (NUT) au Royaume Uni qui revendiquent ne plus travailler avec HP.

Des fonds d'investissements internationaux majeurs en Norvège, Hollande, Danemark et ailleurs ont retiré leurs investissements des banques israéliennes ou d'entreprises internationales impliquées dans les violations israéliennes des droits humains.

La municipalité de Barcelone a annoncé en 2017 des mesures pour mettre fin à la complicité avec l'occupation israélienne, suivant des dizaines de conseils municipaux à travers l'Espagne qui, ces deux dernières années, se sont déclarés

“Zones libres d’apartheid israélien”.

De grandes fédérations syndicales internationales, comme le LO norvégien, ont rejoint le mouvement BDS en 2017.

Des associations universitaires et des dizaines de conseils étudiants aux Etats-Unis, au Royaume Uni, au Chili, en Afrique du Sud, au Canada, entre autres, ont voté pour diverses mesures de BDS.

La prestigieuse Université catholique de Leuven en Belgique a récemment annoncé son retrait du Law Train, un projet de recherche financé par l’UE particulièrement préoccupant, dont l’objectif était de développer des techniques communes d’interrogation des prisonniers, et cela en partenariat avec la police israélienne et le ministère israélien de la sécurité publique. Chacune de ces entités israéliennes ayant été accusées par les défenseurs des droits humains d’implication approfondie dans des assassinats extrajudiciaires et des tortures de prisonniers palestiniens, y compris des enfants, entre autres violations du droit international.

Le ministère portugais de la justice a été le premier à se retirer de ce projet en Juillet 2016. Vingt-cinq éminents spécialistes en droit ont publié un avis juridique confirmant l’illégalité du projet Law Train du fait même de l’implication des entités israéliennes dans de graves violations du droit international.

Le nouveau maccarthysme israélien

Ayant perdu de nombreuses batailles d’opinion au sein de la population, Israël a adopté une nouvelle stratégie descendante en 2014 pour lutter contre le BDS, remplaçant son ancienne stratégie inefficace, luttant contre le mouvement uniquement par le “marketing” et une vaste propagande.

Évoquant les souvenirs du maccarthisme, la nouvelle stratégie israélienne emploie des instruments juridiques et d’espionnage

grâce à d'énormes budgets afin d'affaiblir, ou même de faire interdire, la défense pacifique de BDS. Israël a même engagé un grand cabinet juridique pour intimider et mettre sous silence les militants BDS d'Amérique du Nord, d'Europe et d'ailleurs, passant les « limites de l'acte criminel », comme l'a averti un juriste israélien, lanceur d'alerte.

Un ministre du gouvernement israélien a établi "une unité de dénigrement" afin d'entacher l'image des défenseurs palestiniens, israéliens ou internationaux des droits humains au sein du mouvement BDS, tandis qu'un autre ministre nous a publiquement menacé d'"assassinat civil ciblé." Amnesty International a condamné ces menaces.

Une loi israélienne anti-BDS interdit maintenant l'entrée sur le territoire aux organisations qui soutiennent le BDS ou qui défendent simplement un boycott sélectif ciblant les colonies israélienne. Le ministère israélien des affaires stratégiques, anti-BDS, travaille sur une "liste noire" des Israéliens actifs de près ou de loin avec le BDS.

Glenn Greenwald a décrit les tentatives d'Israël et de ses groupes de lobby de criminaliser la solidarité avec la Palestine, particulièrement les formes les plus efficaces du BDS, comme "la plus grande menace à la liberté d'expression en Occident."

Le mouvement BDS gagne cependant des batailles remarquables contre le maccarthysme israélien. L'Union Européenne, les gouvernements de Suède, d'Irlande et de Hollande, les parlements de Suisse et d'Espagne, Amnesty International, la Fédération International pour les Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch, l'Internationale socialiste, l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU), entre autres, défendent tous le droit de boycotter Israël en tant que liberté d'expression.

L'ACLU, qui a qualifié l'application d'une loi anti-BDS au

Texas de "violation flagrante du Premier Amendement [de la Constitution étatsunienne], qui rappelle les serments de loyauté de l'ère McCarthy," a récemment remporté une victoire juridique, qui crée un précédent, dans une cour fédérale contre la loi anti-BDS de l'état du Kansas.

En 2016, Federica Mogherini, la cheffe de la diplomatie de l'UE, a déclaré :

L'UE veille énergiquement à protéger la liberté d'expression et la liberté d'association conformément à la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, qui s'applique sur le territoire des Etats membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions BDS menées sur ce territoire.

Dans la même veine, le gouvernement hollandais a confirmé que la défense du BDS est protégée par la liberté d'expression, "inscrite dans la constitution hollandaise et dans la convention européenne sur les droits humains." Il a également rejeté les appels aux sanctions contre le BDS pour les motifs qu'il impliquerait une "discrimination" contre Israël, affirmant que les "droits humains, y compris l'interdiction de la discrimination, a pour objectif de protéger les individus [et] groupes d'individus. Sur la base de la liberté d'expression il est permis d'appeler un gouvernement à prendre des sanctions contre un autre pays."

En outre, en 2016, un coup majeur a été porté à la guerre juridique et répressive d'Israël contre le mouvement BDS par le communiqué révolutionnaire écrit par plus de 200 juristes de 15 pays européens, dont d'anciens juges de cours internationales, qui ont pris position en faveur du droit au BDS en déclarant :

Les états qui interdisent le BDS sapent ce droit humain fondamental et menacent la crédibilité des droits humains en dispensant un état particulier de défendre des mesures pacifiques conçues pour parvenir à sa conformité au droit

international.

Conclusion

Bien que nous, les Palestiniens, apprécions le soutien de l'Europe vis-à-vis de notre détermination à rester sur notre terre, nous ne demandons pas la charité mais la solidarité. Au minimum, nous attendons de l'UE qu'elle ne nous cause pas du tort.

L'UE donne en moyenne 300 millions d'euros aux Palestiniens chaque année, ce qui finance largement l'occupation israélienne et sert à couvrir la constante complicité de l'UE dans le maintien de cette occupation. Par ailleurs, cette somme n'est rien à côté de ce que l'occupation coûte à l'économie palestinienne. Pendant la seule année 2010 cela revenait à environ 7 milliards de dollars, presque 85% du PIB palestinien total estimé.

Les Palestiniens exhortent les membres progressistes du Parlement européen, ainsi que des parlements nationaux à travers l'Europe et la société civile européenne à intensifier les pressions sur l'UE pour qu'elle remplisse ses obligations devant le droit international envers le peuple palestinien en, et c'est le minimum :

1. Interdisant l'importation des produits israéliens et des entreprises qui opèrent illégalement dans les territoires occupés.
2. Suspendant l'Accord d'association UE-Israël jusqu'à ce qu'Israël se conforme à son deuxième amendement, qui requiert le respect des droits humains.
3. Mettant en pratique les recommandations du Conseil européen sur les relations internationales pour mettre fin à toutes les transactions financières avec les banques israéliennes qui financent l'occupation israélienne, ce qui comprend le mur et les colonies.

4. Arrêtant d'envisager d'importer de l'électricité ou du gaz naturel israéliens étant donné le pillage par Israël des ressources énergétiques palestiniennes et les graves risques légaux, financiers et sécuritaires qu'implique un tel engagement.

5. Imposant un embargo militaire bilatéral sur Israël, comme cela avait été fait contre l'apartheid sud-africain, y compris en mettant fin aux financements à toutes les entreprises et universités israéliennes impliquées dans la recherche militaire qui permet à Israël de commettre des crimes de guerre.

L'ancien leader anti-apartheid sud-africain, l'Archevêque Desmond Tutu, a un jour déclaré, "si vous êtes neutres dans les situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'opresseur." Loin d'être « neutre », l'UE permet à l'opresseur de poursuivre ses injustices. Il est grand temps de mettre fin à cette complicité afin de préserver notre espoir qu'un jour nous pourrions vivre libres, dans la dignité, la justice et réellement en paix.

** Omar Barghouti est un défenseur palestinien des droits humains et co-fondateur du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Il est l'un des lauréats du Prix Gandhi Peace Award de 2017.*

Source: BDS Movement

Traduction: L.Gr pour BDS France